

Éditorial

Le présent volume du Journal met l'accent sur les statistiques en matière de genre, compte tenu de l'importance que les institutions panafricaines attachent au développement et à l'utilisation des statistiques sexospécifiques dans la formulation de politiques, ainsi que le suivi des progrès vers l'égalité des genres et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

La nouvelle importance accordée au genre dans les politiques nationales et dans le développement, en vue de promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes, s'est heurtée au manque de statistiques en la matière dans une bonne partie de l'Afrique. En effet, l'Afrique accuse un retard par rapport à d'autres régions du monde pour ce qui est du développement et de l'utilisation de statistiques sexospécifiques, ce qui n'est pas sans conséquences. Ayant compris la nécessité de remédier à ce problème de toute urgence, les institutions panafricaines ont redoublé d'efforts, ces dernières années, pour amplifier la prise de conscience des statisticiens africains sur les questions et les préoccupations liées au genre et sur la nécessité de les intégrer dans les systèmes, programmes et activités statistiques nationaux. À cet égard, la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont organisé un dialogue stratégique de haut niveau sur les statistiques sexospécifiques en juin 2008, en Ouganda, suivi d'un premier atelier régional sur le même thème, en décembre 2008, à Addis-Abeba en Éthiopie. Ensuite, le forum mondial sur les statistiques sexospécifiques s'est tenu en janvier 2009 à Accra, au Ghana. Le *Kampala City Group on Gender Statistics* (groupe de Kampala sur les statistiques sexospécifiques) a été créé en octobre 2009. Il a pour objectif d'offrir aux intervenants africains et à leurs partenaires un cadre de réflexion sur le développement des statistiques sexospécifiques, les stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP) et le suivi des OMD. En outre, la CEA œuvre pour la réalisation de recensements de la population et du logement et se prépare à publier un manuel sur les recensements et les enquêtes liées à la question de genre en Afrique (*African Gender Handbook for Censuses and Surveys*). Un Réseau sur les statistiques sexospécifiques (GESTNET) a été créé dans le but de promouvoir l'échange d'informations entre les intervenants dans ce domaine. Des ateliers sous-régionaux sur les statistiques sexospécifiques se sont tenus, en majorité à l'initiative de la CEA, et certains d'entre eux ont été suivis d'ateliers nationaux. Ainsi, la décision de consacrer le présent volume du Journal statistique africain aux statistiques sexospécifiques s'inscrit dans le droit fil des efforts plus généraux déployés en vue d'améliorer la production et l'utilisation de telles statistiques en Afrique.

Le présent volume présente quatre articles très spécialisés. Le premier porte sur la répartition du temps entre les femmes et les hommes dans les ménages et dans l'économie, une question importante dans l'évolution de la réflexion sur le manque de temps. En analysant la répartition des responsabilités sociales entre les hommes et les femmes, cet article montre d'abord comment ladite répartition aboutit au manque de temps chez les femmes. Ensuite, il analyse les effets de cette situation sur la réalisation des OMD. Enfin, il démontre comment, en ayant recours aux méthodes et outils d'enquêtes sur l'utilisation du temps, il est possible d'obtenir des données désagrégées selon le genre, afin d'aider les décideurs à intégrer l'analyse du manque de temps dans les stratégies globales de réduction de la pauvreté et dans le suivi et l'évaluation des OMD. Le deuxième article trace un profil de la pauvreté sexospécifique au Nigeria pour la période 1980-1996. Il examine les déterminants de la pauvreté selon le genre et les mesures pouvant contribuer à sa réduction, en se fondant sur les données de l'enquête nationale auprès des consommateurs de 1996. Le troisième document présente les résultats d'une étude empirique de 2009 sur les performances scolaires inférieures des garçons et leurs modes de socialisation aux Seychelles. L'article démontre que, même s'ils ont une plus grande liberté de mouvement, les garçons, dont les rôles sexospécifiques sont définis de manière très limitée, sont défavorisés par rapport aux filles qui, elles, ont tendance à développer une personnalité plus épanouie et des liens plus étroits avec leur mère, tandis que les pères ont très peu à dire sur la vie de leurs enfants. Le quatrième et dernier article soutient que la présence féminine dans la population active est le principal indicateur de la participation des femmes aux activités économiques de la société. Il constate que, malgré les progrès en matière de scolarisation des femmes et l'essor de l'économie de marché, les taux d'activité des femmes demeurent faibles par rapport à ceux des hommes. En s'appuyant sur les données de la revue statistique sud-africaine *Quarterly Labor Force Survey*, il étudie la dynamique de la main-d'œuvre sud-africaine. Les résultats montrent qu'il existe un lien entre le niveau d'éducation et le taux d'activité des femmes.

Depuis la publication du précédent numéro (mai 2010), plusieurs activités se sont tenues en vue de renforcer les capacités statistiques en Afrique. Nous énumérons les plus importantes. Premièrement, le coup d'envoi de l'édition 2011 du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique) a été donné en juin 2010 à Nairobi, au Kenya. Outre la collecte de données sur les prix et la compilation des comptes nationaux en vue du calcul de la parité du pouvoir d'achat (PPA), ce nouveau programme, comme l'édition précédente de 2005, contribuera à renforcer durablement les capacités des pays africains dans ces domaines.

Deuxièmement, une conférence régionale des ministres africains chargés de l'enregistrement des faits et des statistiques d'état civil s'est tenue avec succès, les 13 et 14 août 2010, à Addis-Abeba. Il s'agissait de la première conférence ministérielle entièrement consacrée aux statistiques. Nous tenons à féliciter les organisateurs pour cet exploit et les encourageons à poursuivre la promotion des statistiques à un niveau aussi élevé. L'enregistrement à l'état civil constitue la source traditionnelle de statistiques permanentes et complètes sur la santé et la démographie, y compris pour bon nombre d'indicateurs des OMD. Par ailleurs, l'état civil permet d'obtenir diverses informations juridiques et administratives essentielles pour la protection des droits fondamentaux de la personne, y compris ceux des enfants et des femmes. Il fournit également des informations déterminantes pour le bon déroulement des processus de décentralisation et de démocratisation actuellement en cours en Afrique. Cependant, la quasi-totalité des pays africains ne dispose pas de systèmes adéquats d'enregistrement des faits et des statistiques d'état civil. Le manque de volonté politique est considéré comme un des obstacles majeurs à la résolution de ce problème. La conférence visait donc à susciter un engagement fort dans le domaine aussi important que les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil.

Troisièmement, l'Afrique s'est faite le chef de file de l'exécution de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales. Comme annoncé dans la précédente édition du journal, cette stratégie a été adoptée par la Commission statistique de l'ONU en février 2010. Elle a été conçue pour faire face au déclin de la quantité et de la qualité des statistiques agricoles, répondre aux nouveaux besoins de données et intégrer l'agriculture dans les systèmes statistiques nationaux. Un plan de mise en œuvre de la Stratégie en Afrique sur cinq ans a été préparé et présenté à la cinquième Conférence internationale sur les statistiques agricoles, qui s'est tenue en octobre 2010 en Ouganda. La conférence a apporté des contributions utiles au plan de mise en œuvre de la Stratégie en Afrique.

Nous espérons que vous trouverez le présent volume du journal intéressant et instructif.

Dr Charles Leyeka Lufumpa
Coprésident, Comité de rédaction
Directeur, Département de la statistique
Groupe de la Banque africaine de développement
Tunis, Tunisie
Courriel : c.lufumpa@afdb.org

Professeur Ben Kiregyera
Coprésident, Comité de rédaction
Consultant international en statistiques
Kampala, Ouganda
Courriel : bkiregyera@yahoo.com